



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

**Brussels, 6 June 2014
(OR. en, fr)**

10294/14

**Interinstitutional File:
2013/0443 (COD)**

LIMITE

**ENV 484
ENER 203
IND 173
TRANS 289
ENT 130
SAN 216
PARLNAT 151
CODEC 1367**

NOTE

From:	General Secretariat of the Council
To:	Delegations
No. prev. doc.:	10232/14 ENV 476 ENER 198 IND 171 TRANS 287 ENT 129 SAN 213 PARLNAT 148 CODEC 1363
No. Cion doc.:	18167/13 ENV 1235 ENER 600 IND 388 TRANS 693 ENT 356 SAN 555 PARLNAT 325 CODEC 3086 - COM(2013) 920 final
Subject:	Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the reduction of national emissions of certain atmospheric pollutants and amending Directive 2003/35/EC - Comments from delegations

Delegations will find in Annex comments from France on the above-mentioned proposal.

FRANCE

- Article 2: le projet stipule que le rapportage et la surveillance s'appliqueront pour toutes les sources (y compris naturelles). La France souhaite rappeler qu'il est difficile de contrôler ces émissions naturelles, c'est pourquoi elles sont rapportées pour mémoire, hors total national, dans le cadre du protocole de Göteborg, et seulement pour certaines sources (« volcans », « feux de forêts »). Il est absolument nécessaire que les exigences de la future directive restent alignées sur le protocole de Göteborg récemment amendé, sans instaurer de contraintes supplémentaires.

- Article 4: la France participera à la négociation sur les objectifs de réduction pour les polluants de toutes origines avec la plus grande vigilance afin de s'assurer que les objectifs finaux soient à la fois ambitieux et atteignables, c'est-à-dire techniquement réalisables et avec des bénéfices justifiés sur la base d'une étude coûts-bénéfices.

La France sera très attachée à ce que les taux de réduction envisagés prennent dûment en compte les différentes projections et études fournies par la France. En ce qui concerne le méthane (CH₄), l'adoption d'un taux de réduction des émissions serait une nouveauté, s'agissant d'un polluant non inclus dans le protocole de Göteborg. La France soutient le principe d'une réduction de cette substance mais demande la réalisation d'une analyse des impacts techniques et économiques, en particulier sur le secteur agricole, avant la formulation d'un objectif chiffré de réduction des émissions de méthane.

La formulation du point 3, qui exclut les territoires d'outre-mer pour la France uniquement pour ce qui est des objectifs de réduction des émissions, suppose que les DOM-TOM doivent être pris en compte en ce qui concerne les exigences sur le rapportage et la surveillance. La France demande que ces territoires soient exclus de manière générale du périmètre de la directive NEC, considérant que le fardeau administratif associé est trop élevé comparé aux bénéfices éventuels. Elle souhaite là encore, que les exigences de la future directive soient cohérentes avec celles du protocole de Göteborg pour lequel, historiquement, l'Outre-mer est exclu des inventaires réalisés.

- Article 5: au sujet du point 1 sur les émissions du trafic maritime international, la France s'interroge sur l'objectif, le champ d'application, et la faisabilité de cet article et émet une réserve d'examen sur ce dernier dans l'attente de précisions de la part de la Commission. Pour ce qui est du champ d'application : sur quelle base se fera la répartition des réductions d'émissions lorsqu'un navire traverse les eaux sous juridiction de plusieurs États? Un État membre pourra-t-il bénéficier des efforts faits par un armateur étranger? Par ailleurs, le projet de directive précise que les réductions supplémentaires des émissions doivent être vues par rapport aux normes UE applicables au SO₂, NO_X et PM_{2,5}, mais il n'existe pas de réglementation UE applicable aux émissions de NO_X et de PM_{2,5} des navires.

Pour ce qui est de l'objectif: s'agit-il d'anticiper l'application de la directive soufre en incitant à l'utilisation, avant 2020, de carburant à teneur en soufre inférieure à 0,5 % ? Ou bien s'agit-il, lorsque le taux de 0,5 % sera applicable, d'inciter à utiliser des carburants à 0,1 % via la création de zones SECA (« Sulphur Emission Control Area ») nationales, alors que l'étude d'impact (page 242) précise que l'extension de ces zones n'est pas justifiée au regard des analyses coûts/bénéfices?

La France souligne les risques de parcellisation de la réglementation applicable aux navires dans le cas où chaque État membre appliquerait sa propre réglementation dans ses zones économiques exclusives. Enfin au sujet de la faisabilité: les autorités françaises souhaitent rappeler que les instruments de suivi et de quantification des émissions font, au mieux, l'objet de projets de recherche et ne pourraient donc pas être déployés rapidement et à moindre coût sur tous les navires.

- Article 13: de manière générale, la France émet une réserve d'examen horizontale pour les dispositions de la proposition de directive prévoyant des actes délégués.

- Article 17: les autorités françaises demandent à la Commission de laisser plus de temps aux États membres pour l'adoption et la transposition de la directive (au moins deux ans).

- Annexe IV: les autorités françaises s'interrogent sur la traduction française du document qui évoque des facteurs d'émissions « ajustés », alors que le texte anglais parle de facteurs d'émissions mis à jour (« updated emission factors »).

De plus, le point 1)d)iii) de la partie 4 précise qu' « à partir de 2025, des facteurs d'émission très différents de ceux qui sont vraisemblables du fait de l'application d'une norme donnée ne sont pas pris en compte pour l'ajustement ». Une telle formulation suppose que les demandes d'ajustement ne seront plus acceptées à partir de 2025, si un facteur d'émission évolue différemment de ce qui est prévu par la législation. Or le problème des émissions en conditions réelles de conduite, avec un écart persistant entre le facteur de réduction associé aux émissions réelles et les facteurs de réduction associés aux normes EURO, prouve que ce type de problème peut survenir. La France s'oppose donc à ce paragraphe qui va à l'encontre même du principe des ajustements et du bon contrôle du respect des engagements.

- Annexe V: la France s'interroge sur la portée de l'article 8 et de l'annexe V et souhaiterait des précisions de la Commission sur ses objectifs, et sur le lien avec le protocole de Göteborg. Elle tient d'ores et déjà à souligner les difficultés prévisibles sur les plans scientifiques, techniques et financiers engendrées par cette nouvelle exigence. En tout état de cause, elle émet une réserve d'examen sur cette annexe et précisera sa position ultérieurement.

Proposed changes to the NEC Proposal are underlined, deletions are signalled by [...].

Article 2

Scope

This Directive shall apply to emissions of the pollutants referred to in Annex I from all anthropogenic sources occurring in the territory of the Member States and from the natural sources already reported in the Gothenburg Protocol, their exclusive economic zones and pollution control zones.

The following emissions are not accounted for the purpose of complying with Annex I:

- (a) aircraft emissions beyond the landing and take-off cycle;
- (b) emissions in the Canary Islands, the French overseas departments, Madeira, and the Azores;

Article 6

National Air Pollution Control Programmes

1. Member States shall draw up and adopt by the date referred to in Article 17 a national air pollution control programme in accordance with Part 2 of Annex III, covering the period until 2030, to limit their annual anthropogenic emissions in accordance with Article 4 and to outline how the indicative national emission reduction commitments for 2030 could be met.
2. When drawing up, adopting and implementing the programme, Member States shall:
 - (a) assess to what extent national emission sources are likely to impact air quality in its territory and neighbouring Member States using data and methodologies developed by the European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP), where appropriate;
 - (b) take account of the need to reduce air pollutant emissions for the purpose of reaching compliance with air quality objectives in its territory and, where appropriate in neighbouring Member States;
 - (c) [...]
 - (d) ensure coherence with other relevant plans and programmes established by virtue of requirements set in national and/or Union legislation.

In addition, Member States [...] should include the emission reduction measures laid down in Part 1 of Annex III or measures having equivalent environmental effect, with a view to meeting the relevant national emission reduction commitments.

3. The programme shall be updated every [...] five years.
4. [...]
5. Member States shall consult the public and competent authorities on their draft programme and any significant updates prior to their finalisation. [...]
6. The Commission shall facilitate the elaboration and implementation of the programmes, where appropriate, through an exchange of good practice.

7. The Commission shall be empowered to adopt implementing [...] acts in accordance with Article 14 in order to adapt Part I of Annex III to technical progress. Such adaptations shall not result in substantial changes in the obligations of the Member States, as laid down in this Directive.

The Commission may establish guidance on the content, format, elaboration and implementation of national air pollution control programmes in the form of implementing acts. These implementing acts shall be adopted in accordance with the examination procedure referred to in Article 15.

Article 7 **Monitoring Emissions**

2. Member States shall prepare and update every four [...] years spatially disaggregated emission inventories, large point source inventories and emission projections for the pollutants listed in table C of Annex I, in accordance with the requirements set out therein.

Article 8 **Monitoring Air Pollution Impacts**

3. The Commission shall be empowered to adopt implementing [...] acts in accordance with Article 14 in order to adapt Annex V to technical and scientific progress. Such adaptations shall not result in substantial changes in the obligations of the Member States as laid down in this Directive.

Article 10

2. The reports shall [...] include an evaluation of the environmental and socioeconomic impacts of this Directive, *inter alia*, for the purpose of revising it.

Article 17 **Transposition**

6. Member States shall bring into force the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive twenty four [...] months after the entry into force.

ANNEX I
Monitoring and reporting of atmospheric emissions

C. Quadrennial [...]reporting requirements on emissions and projections as referred to in article 7(2)

Element	Pollutants	Time series / target years	Reporting dates
National gridded data of emissions by source category (GFNR)	- SO ₂ , NO _x , NMVOC, CO NH ₃ , PM ₁₀ , PM _{2.5} - heavy metals (Cd, Hg, Pb), - POPs (total PAHs, HCB, PCBs, dioxins/furans) - BC (if available)	<u>quadrennial</u> [...]for reporting year minus 2 (X-2)	01/05 *
Large Point Sources (LPS) by source category (GFNR)	- SO ₂ , NO _x , NMVOC, CO NH ₃ , PM ₁₀ , PM _{2.5} , - heavy metals (Cd, Hg, Pb), - POPs (total PAHs, HCB, PCBs, dioxins/furans) - BC (if available)	<u>Quadrennial</u> [...] for reporting year minus 2 (X-2)	01/05 *
Projected emissions by aggregated NFR	- SO ₂ , NO _x , NH ₃ , NMVOC, PM _{2.5} and BC (if available)	<u>Quadrennial</u> [...]with annual intervals up to 2030, and where available 2040 and 2050	15/02
Projected emissions by aggregated source category, <u>Common Reporting Format</u>	- CH ₄		15/03

* Re-submissions due to errors shall be provided within two weeks and include a clear explanation of the changes made

ANNEX III

Content and Format of National Air Pollution Control Programmes

PART 1

MEASURES THAT COULD BE INCLUDED IN THE NATIONAL AIR POLLUTION CONTROL PROGRAMME

ANNEX IV

Methodologies for the preparation and the updating of national emission inventories, emission projections, informative inventory reports and adjusted emission inventories

PART 4

ADJUSTMENT OF NATIONAL INVENTORIES

- (ii) For significantly different emission factors used for determining emissions from specific source categories:
- A description of the original emission factors, including a detailed description of the scientific basis upon which the emission factor was derived;
 - Evidence that the original emission factors were used for determining the emission reductions at the time when they were set;
 - A description of the updated emission factors, including detailed information on the scientific basis upon which the emission factor was derived;
 - A comparison of emission estimates made using the original and the updated emission factors, demonstrating that the change in emission factors contributes to a Member State being unable to meet its reduction commitments;
 - The rationale for deciding whether the changes in emission factors are significant;
- [...]

ANNEX V

Monitoring of effects of pollutants in the environment

1. Member States should [...] ensure that their network of monitoring sites is representative of all 'natural habitat types of Community interest' as listed under points "3. Freshwater habitats", 6. "Natural and semi natural grassland formations" and "9. Forests" of Annex I to Directive 92/43/EEC of 21 May 1992 on the conservation of natural habitats and of wild fauna and flora.¹

¹ OJ L 206, 22.7.1992, p. 7–50. Council Directive 92/43/EEC, as last amended by Directive 2006/105/EC (OJ L 363 368 20.12.2006).